

**Question d'actualité du mercredi 13 avril 2011
sur les suppressions de postes dans l'Education nationale**

Monsieur le Ministre de l'Education nationale,

La France entière en parle, elle en souffre. Partout, ce sont protestations et manifestations d'enseignants, de parents d'élèves, d'élus, contre votre politique de destruction massive d'emplois dans nos écoles, nos collèges, nos lycées. Le plan social le plus important de France, c'est vous qui êtes en train de le conduire !

Regardez la réalité ! Celle, par exemple, que vivent les professeurs, les élèves et les parents du lycée Sévigné de Tourcoing, qui ce matin ont pris un bus pour venir, ici même, devant l'Assemblée Nationale, crier leur colère et chercher l'espoir d'être défendus ! Nous, nous les soutenons, mais vous, saurez-vous les écouter ?

A la rentrée prochaine la suppression de 8 postes dans ce lycée va conduire à surcharger les classes à plus de 35 élèves ! Que signifie, Monsieur le Ministre, votre discours sur l'accompagnement individuel des élèves dans ces conditions, sinon un double langage ? Vous institutionnalisez le décrochage scolaire ! Pire, ces suppressions de postes vont y remettre en cause toute la filière « sanitaire et sociale » pourtant porteuse d'emplois. Où iront les jeunes à qui on bouche ainsi délibérément tout avenir professionnel, alors que, déjà, 25 % de nos jeunes sont au chômage ?

Dans ma commune, à Wattrelos, le lycée Alain Savary se bat pour sauver sa filière de « maintenance industrielle ». A Roubaix, les lycées Baudelaire, Jean Rostand, Jean Moulin, Turgot perdent aussi postes et filières.

Dans tous ces établissements, les postes diminuent plus vite que les effectifs et, à la rentrée, les classes seront surchargées ! Des classes où vous allez, Monsieur le Ministre, noyer l'espoir de réussite de toute une jeunesse !

Aussi, au lieu, comme il va le faire le mois prochain, de proposer à l'Assemblée Nationale, une nouvelle Loi de Finances pour diminuer l'Impôt sur la Fortune des plus riches, le Gouvernement ferait mieux de faire voter une Loi de Finances rectificative immédiate pour annuler toutes les suppressions de postes de la prochaine rentrée scolaire !

En manifestant, les enseignants de Sévigné scandaient : « Aujourd'hui on n'a plus le droit, ni d'enseigner, ni d'avoir foi ». Alors Monsieur le Ministre, allez-vous rendre leur foi à ces enseignants et à tous ceux de France, en leur donnant les moyens nécessaires pour assurer ce que nous avons de plus précieux, l'éducation de nos enfants et de notre jeunesse ?